## avec Mr Abdelilah Lahlou

Administrateur, Directeur Général du Laboratoire IBERMA

# Point de vue d'un pharmacien **ET INDUSTRIEL**

#### Monsieur Abdelilah Lahlou

1970 : Titulaire du baccalauréat Série Lettres Modernes

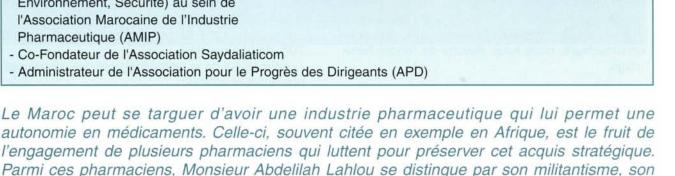
1977 : Diplômé de pharmacie de la Faculté de Pharmacie de Strasbourg

1980 : Ouverture de la Pharmacie El Othmania à Casablanca

#### 1993:

- Fondateur du Laboratoire Pharmaceutique
- Président de la commission HES (Hygiène, Environnement, Sécurité) au sein de l'Association Marocaine de l'Industrie Pharmaceutique (AMIP)

pérennité de l'industrie pharmaceutique marocaine.



L'Officinal : Le Maroc produirait aujourd'hui plus de 70% de sa consommation en médicaments et l'industrie marocaine est classée en zone Europe. Pourriez-vous nous rappeler les évolutions de cette industrie depuis ses débuts à nos jours ?

engagement, sa sincérité et sa témérité. Nous l'avons interviewé pour vous dans le but de mieux connaître les appréhensions des industriels et les perspectives qui garantiraient la

M. Abdelilah Lahlou: Votre question est d'à propos, car c'est en revisitant l'histoire que nous pourrons percevoir notre présent, et mieux envisager l'avenir.

Les premières installations en industrie pharmaceutique datent de la deuxième guerre mondiale. La France étant occupée, quelques unités de production ont vu le jour au Maroc pour pallier à la déficience du marché français en médicaments. Par ailleurs, et après notre indépendance, le Maroc a opté pour une politique économique libérale, favorisant le développement des entreprises privées. Des pharmaciens d'officine ont été les premiers à saisir cette opportunité pour initier la création d'unités industrielles, encouragés en cela par des



lettres circulaires incitatives. L'objectif primordial de cette démarche n'était autre que de doter le Maroc d'infrastructures industrielles répondant à ses besoins en produits pharmaceutiques.

Aujourd'hui, après ce demi-siècle d'existence et de perpétuel développement, qu'en est-il de notre industrie pharmaceutique ?

Elle compte 35 entreprises composées de toutes les multinationales, à côté d'entreprises nationales; ces dernières commencent à prendre une position significative sur le marché marocain.

Par ailleurs, et pour accompagner le secteur, un cadre réglementaire a été mis en place par la création du Laboratoire National de Contrôle du Médicament, d'une part, et la Division du Médicament d'autre part. Ces deux organismes se retrouvent actuellement au niveau de la Direction du Médicament et de la Pharmacie.

Après cette rétrospective succincte, nous pouvons être fiers d'avoir aujourd'hui des unités de production performantes et une administration efficiente qui ont fait de notre industrie, une des premières industries pharmaceutiques en Afrique, et qui constituent sans doute, un acquis, que, d'autres, sous d'autres cieux, peinent à égaler.

Il est temps de rappeler que ces réalisations sont en grande partie le fruit des efforts entrepris par différentes générations de pharmaciens marocains.

A tous ces pharmaciens: pionniers, innovateurs et constructeurs, nous nous devons de rendre hommage.

L'Officinal: Quels sont selon vous, les points forts et les points faibles de l'industrie pharmaceutique au Maroc?

M. Abdelilah Lahlou: Cette question est nodale. La définition et l'analyse de nos points forts et points faibles nous permettront de définir une démarche stratégique pour l'avenir.

Pour répondre à cette question, je vais utiliser volontiers le conditionnel, car évoquer le futur sans le mettre au conditionnel ne serait qu'imparfait.

Je commence par nos points faibles qui sont caractérisés essentiellement par une production de petites séries, avec une multiplicité d'"inputs", ce qui implique des difficultés d'approvisionnement et de programmation, et par conséquent une augmentation du coût de revient. Cette situation est aggravée par un taux de remplissage faible et une capacité de production exploitée à seulement 40 %. J'aimerais rappeler à ce sujet mon premier entretien lors d'un stage aux débuts des années 70, avec Feu Abderrahim CHAOUKI\*, au sein du

Laboratoire POLYMEDIC, où ses premiers propos mettaient l'accent justement sur ce point précis, qui reste malheureusement d'actualité aujourd'hui.

Ce sont là des facteurs endogènes de l'industrie pharmaceutique. Il existe d'autres facteurs tels une faible couverture sociale heureusement améliorée par l'AMO, et un faible pouvoir d'achat.

De surcroît, apparaît un nouveau phénomène, celui de la pénurie sur le marché du travail de cadres moyens ayant une formation répondant à nos exigences. Cette inadéquation gonfle nos budgets de formation et ralentit le cycle d'emploi de cette ressource.

La résultante de ces points faibles pourrait être schématisée par une spirale négative qui menacerait nos unités de production.

Si la production du médicament, qui est un maillon essentiel de la chaîne du médicament, est menacée, c'est toute cette chaîne qui serait ébranlée voire même paralysée. Cette perturbation ne se limiterait pas à nos unités de production et pourrait s'étendre au réseau de distribution constitué principalement des pharmacies d'officines. Il y aurait à redouter des pénuries et des ruptures de stocks. Nous passerions alors du statut d'autonomie à un autre statut accablant, celui de la dépendance.

Face à ces scénarii des plus défavorables, heureusement, nous avons aussi nos points forts et leurs opportunités à savoir :

- une autonomie de production couvrant jusqu'à 70% de nos besoins;
- une maîtrise de la technologie par des ressources humaines qualifiées;
- un système de distribution efficient grâce à une répartition géographique assez homogène de nos officines;
- un secteur pourvoyeur de postes de travail (35 000 emplois directs et indirects);
- une conformité aux exigences des standards de qualité internationaux. A cet effet, certains laboratoires ont pu être certifiés par des institutions sanitaires européennes, telle l'Agence du Médicament Espagnole ou son homologue français l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé (AFSSAPS), leur octroyant l'agrément d'exportation de leur production.

De plus, nous avons même un laboratoire confrère qui a pu développer son savoir-faire dans la recherche, en aboutissant à une innovation technologique brevetable.

Ces points forts pourraient aisément contrer la spirale négative, mais à la condition sine qua non de conjuguer les efforts de toutes les parties : l'amélioration du pouvoir d'achat et de la couverture sociale pourraient inciter à une plus grande

<sup>\*</sup> Ancien directeur général du laboratoire POLYMEDIC, ancien président du COPFR et ancien président de l'AMIP



consommation du médicament, rapprochant plus de patients des traitements essentiels. Notre productivité améliorée induirait une économie d'échelle capable de réduire nos coûts, et par là une accessibilité du médicament à d'autres couches sociales. Le cercle vertueux pourrait être annoncé.

C'est en ayant cette vision globalisante et cette conscience des liaisons entre les causes et les effets que la politique volontariste aboutira. L'objectif ultime étant de préserver ce fleuron de notre tissu industriel, il doit demeurer avant-gardiste et pérenne. Nous devons œuvrer, sinon militer s'il le faut pour sa sauvegarde et son développement.

Avant de clôturer la réponse sur nos points forts et faibles, nous devons féliciter nos entrepreneurs en industrie pharmaceutique pour leur courage car malgré l'étroitesse du marché, ils continuent à investir dans ce secteur, grand consommateur de capitaux.

L'Officinal: Est-ce que nos unités de production sont suffisamment préparées pour affronter les mastodontes indiens et chinois? Par ailleurs, le Maroc est signataire de plusieurs accords internationaux: OMC, Maroc-UE, libre-échange Maroc-USA, libre-échange Maroc-Turquie, libre-échange Maroc-Tunisie, etc.... Quelle est l'incidence de ces derniers sur l'industrie pharmaceutique marocaine?

M. Abdelilah Lahlou: L'environnement géostratégique étant en mutation, de nouveaux pôles s'érigent aujourd'hui en centres économiques.

Tout le monde parle de la Chine et de l'Inde, mais il est légitime de se poser la question pourquoi ces pays commencent à avoir une telle emprise sur le marché pharmaceutique mondial.

Plusieurs raisons pourraient être avancées. D'abord, l'existence d'un marché intérieur important, une main d'œuvre qualifiée et à bas prix et une indéniable maitrise de la technologie allant même jusqu'à la fabrication de leurs matières premières.

Tous ces facteurs ont favorisé une économie d'échelle qui leur a permis de réduire considérablement leurs prix de revient et d'être compétitifs sur le marché international.

Nous avons l'habitude de nous focaliser sur l'Inde et la Chine, mais le vent frais et menaçant peut aussi venir de la Turquie et de sa politique agressive à l'export.

La menace est donc bel et bien là. Si ces industriels arrivent à disloquer nos unités de production par un effet de dumping, nous rentrerions dans une logique de dépendance, car ils réussiraient à réguler le marché et à imposer leurs conditions. Il ne nous serait possible que de subir...

Quid de notre industrie pharmaceutique? Notre marché est peu incitatif à l'investissement à grande échelle. Nous devons chercher l'alternative pour développer un marché de taille significative.

A mon avis, en plus de l'étroitesse du marché, nous souffrons d'un handicap majeur constitué par la démarche individuelle ; cette attitude engendre opacité des relations et prédominance des préjugés. D'ailleurs, et afin de fédérer un maximum de potentialités, nous devons revoir la logique qui lie la "force des propositions" à la "force de chiffres". Le problème, c'est que cet individualisme est en liaison covalente ou peut être même ionique avec le court - termisme, et malheureusement, cette approche ne pourrait jamais conduire à des solutions constructives et collectives. Là, il me vient à l'esprit la phrase citée par notre ministre de sport, Madame Nawal Moutawakkil : "Quand on a gagné seul, c'est qu'on a tout perdu".

Nous devons trouver l'alchimie nécessaire pour convertir cette démarche individualiste en une démarche collective. Il faut s'ingénier à découvrir en nous, les catalyseurs simples et naturels pour provoquer cet état d'esprit.

Une nouvelle ère pourrait être inaugurée, celle des rapprochements pouvant conduire à des alliances entre entreprises à sensibilités similaires. Ces nouvelles entités trouveraient leur raison d'être, ne serait ce qu'à l'international, car nous serions amenés à nous unir par notre diversité afin de nous introduire dans de nouveaux marchés. D'ailleurs, nous avons le "know how" et les potentialités nécessaires, et il suffit de les fédérer pour garantir une bonne position sur le marché africain entre autres. Ce meilleur positionnement pourrait concerner aussi bien le domaine commercial qu'industriel.

Cette démarche pourrait évoluer et couvrir les entreprises des pays du Maghreb ou même du Proche-Orient. Cette expérience pourrait mûrir et annoncer la naissance du "médicament zone MENA\*". On peut aller plus loin dans la réflexion et aller jusqu' à penser à mettre en place un fonds de développement qui utiliserait les subventions gouvernementales et associatives qui existent déjà, mais non encore sollicitées.

Ceci serait réalisable si nous arrivions à harmoniser nos procédures de fonctionnement. Nous n'avons pas la prétention de développer de nouvelles molécules, mais il s'agit de nouvelles formes galéniques ou applications thérapeutiques.

Ceci peut être un projet à long terme à porter par les générations futures, et ce n'est pas une utopie. On voit bien comment nos pharmaciens pionniers ont pu initier l'industrie pharmaceutique, et comment les générations suivantes ont pu la consolider et la développer.

Une autre manière de contrer cette menace serait de sortir du complexe de la victime. Pourquoi n'essayons nous pas de relire les différents accords de libre-échange, de les étudier plus attentivement et d'en tirer les opportunités à saisir. Notre grand ennemi, qu'il faudrait bannir, est l'immobilisme. Je sais, ceci a un prix : l'effort quotidien à fournir à titre individuel et collectif est le gage qui peut nous assurer l'entrée, nous aussi, dans la dynamique compétitive.

Une autre opportunité à saisir : l'industrie pharmaceutique peut tirer profit de la production hors frontières de certains laboratoires étrangers tentés par des pays ayant une main d'œuvre et une technologie justifiant la délocalisation. Dans le même sens, je citerai le cas des produits déremboursés qui peuvent être salutaires pour nos chaînes de production.

Réussir à être compétitif dans une économie de marché régie, entre autres par les accords internationaux, constitue un défi pour nous. Une mise à niveau s'impose à tous les niveaux. On doit se conformer aux standards internationaux, et cela passe par l'instauration d'une politique de bonne gouvernance induisant une meilleure maîtrise des coûts et des technologies.

Ces efforts à fournir par nos industriels doivent se conjuguer avec ceux des pouvoirs publics. Ces derniers pourraient mettre en place certains instruments et mesures d'accompagnement, constituant la base d'un plan Emergence qui est heureusement à l'ordre du jour.

L'Officinal N° 70

<sup>\*</sup> Middle East and North Africa

Nous devons agir en ayant la conviction que la force des propos ne peut jaillir que de la force des actes, et quand on est impliqué dans un projet, il faut s'appliquer pour sa réalisation, c'est l'engagement de tout un chacun.

D'ailleurs, il s'agit d'une opération arithmétique toute simple:

Requis - Acquis =  $\Delta$  delta

Ce delta n'est que l'effort à fournir pour atteindre le niveau adéquat.

A ce propos, nous à IBERMA, nous avons l'expérience de fournir cet effort. Depuis dix années, nous avons mis tous nos moyens pour édifier une unité de production conforme aux normes européennes requises, et pour former une équipe capable de la gérer en toute autonomie ; notre labeur persévérant ,nous a permis l'obtention de l'agrément européen par le truchement de l'Agence Espagnole du Médicament. Nous sommes actuellement autorisés à exporter vers le continent européen toutes nos spécialités pharmaceutiques présentées sous les différentes formes galéniques : c'est une première dans notre industrie pharmaceutique et nous en sommes fiers.

L'Officinal: Depuis quelques années, les médicaments génériques submergent le marché pharmaceutique marocain. Que pensez-vous de la politique du générique au Maroc?

M. Abdelilah Lahlou: D'abord, nous devons rappeler que le médicament n'est pas un simple produit de consommation. C'est un produit stratégique, il y va de la santé publique et du futur des générations à venir. En effet, la faible couverture sociale et le faible pouvoir d'achat ont aboutit à une faible consommation du médicament, ce qui explique que le Maroc a opté pour une action courageuse visant à améliorer la couverture sociale, représentée par l'AMO.

L'objectif de la politique du générique reste louable, celui de rapprocher le plus grand nombre de patients d'un produit essentiel et vital.

Nous saisissons l'importance du générique dans la politique d'accès à la santé et des systèmes de remboursement, mais pour asseoir sa politique, nous devons assurer l'équité et l'équilibre entre les sensibilités des différents intervenants. C'est en fait une équation à plusieurs variables, sa résolution serait de trouver les limites et dérivées de cette fonction, et de repérer la courbe la plus appropriée qui passerait le plus proche possible de ces différents points sensibles : c'est par le respect des avis des différents

acteurs, et en arrivant à un consensus qu'on réussirait ce grand projet.

En résumé, nous pouvons évoquer comme variables de cette fonction les intervenants suivants :

- L'industriel : son rôle est évident, il faut le préserver d'une concurrence déloyale, mettre les garde-fous nécessaires pour éviter les situations de dumping qui peuvent surgir avec des produits low cost venant de l'étranger. Il faudrait militer contre ces situations car Il y va de la pérennité de nos entreprises .
- Le pharmacien : en plus de l'acte de délivrance des médicaments qu'il accomplit dans le respect de l'éthique et de la déontologie, il joue un rôle d'éducateur sanitaire et de conseiller incontournable. On doit d'abord l'écouter et l'intégrer dans la réflexion sur la politique des génériques et les systèmes de remboursement.

Rappelons-nous les conditions difficiles dans lesquelles une partie de nos pharmaciens exercent, (répartition géographique des officines, problèmes de financement ...). Parler actuellement d'une solution du prix du médicament et la limiter à la réduction de la marge du pharmacien induirait l'étouffement de ce métier. Cette issue proposée ne pourrait émaner que d'une méconnaissance de la réalité de cette profession car plus de 18 à 20% de la marge commerciale du pharmacien est absorbée par les frais de gestion courante.

Devant cette réalité, nous nous devons d'être une force de proposition afin d'améliorer la situation critique dont souffrent bon nombre de nos confrères pharmaciens.

- Le prescripteur : il doit être rassuré pour pouvoir prescrire en toute sérénité. Il y va de sa compétence et de la santé de son patient. La qualité de nos produits ne doit pas être seulement annoncée mais avérée, et surtout pour les médicaments qui traversent nos frontières pour être commercialisés dans notre pays.
- Le consommateur : c'est la plaque tournante de tout ce débat, car tout se fait pour lui, et revient en fin de compte à lui,. Son comportement cautionne en grande mesure la réussite de l'AMO. Nous pouvons craindre de sa part une consommation abusive du médicament, qui entraînerait un gaspillage des fonds publics de la santé, et risquerait en conséquence de mettre en péril tout le système. Il est impératif donc de le sensibiliser au principe même de la solidarité qui est à la base des mutuelles. Il faut bannir la logique : "je cotise à tant, je dois récupérer autant sinon plus".

Par ailleurs, en s'imprégnant de l'expérience d'autres pays avec un système de couverture de maladie plus ancien, le consommateur pourrait manifester un autre abus, celui de l'absentéisme, comme cela s'est passé sous d'autres cieux.

Octobre/Novembre 2008

Nous devons agir en ayant la conviction que la force des propos ne peut jaillir que de la force des actes, et quand on est impliqué dans un projet, il faut s'appliquer pour sa réalisation, c'est l'engagement de tout un chacun.

D'ailleurs, il s'agit d'une opération arithmétique toute simple:

#### Requis - Acquis = $\Delta$ delta

Ce delta n'est que l'effort à fournir pour atteindre le niveau adéquat.

A ce propos, nous à IBERMA, nous avons l'expérience de fournir cet effort. Depuis dix années, nous avons mis tous nos moyens pour édifier une unité de production conforme aux normes européennes requises, et pour former une équipe capable de la gérer en toute autonomie ; notre labeur persévérant ,nous a permis l'obtention de l'agrément européen par le truchement de l'Agence Espagnole du Médicament. Nous sommes actuellement autorisés à exporter vers le continent européen toutes nos spécialités pharmaceutiques présentées sous les différentes formes galéniques : c'est une première dans notre industrie pharmaceutique et nous en sommes fiers.

L'Officinal: Depuis quelques années, les médicaments génériques submergent le marché pharmaceutique marocain. Que pensez-vous de la politique du générique au Maroc?

M. Abdelilah Lahlou: D'abord, nous devons rappeler que le médicament n'est pas un simple produit de
consommation. C'est un produit stratégique, il y va
de la santé publique et du futur des générations à
venir. En effet, la faible couverture sociale et le faible pouvoir d'achat ont aboutit à une faible consommation du médicament, ce qui explique que le
Maroc a opté pour une action courageuse visant à
améliorer la couverture sociale, représentée par
l'AMO.

L'objectif de la politique du générique reste louable, celui de rapprocher le plus grand nombre de patients d'un produit essentiel et vital.

Nous saisissons l'importance du générique dans la politique d'accès à la santé et des systèmes de remboursement, mais pour asseoir sa politique, nous devons assurer l'équité et l'équilibre entre les sensibilités des différents intervenants. C'est en fait une équation à plusieurs variables, sa résolution serait de trouver les limites et dérivées de cette fonction, et de repérer la courbe la plus appropriée qui passerait le plus proche possible de ces différents points sensibles : c'est par le respect des avis des différents

acteurs, et en arrivant à un consensus qu'on réussirait ce grand projet.

En résumé, nous pouvons évoquer comme variables de cette fonction les intervenants suivants :

- L'industriel: son rôle est évident, il faut le préserver d'une concurrence déloyale, mettre les garde-fous nécessaires pour éviter les situations de dumping qui peuvent surgir avec des produits low cost venant de l'étranger. Il faudrait militer contre ces situations car Il y va de la pérennité de nos entreprises.
- Le pharmacien : en plus de l'acte de délivrance des médicaments qu'il accomplit dans le respect de l'éthique et de la déontologie, il joue un rôle d'éducateur sanitaire et de conseiller incontournable. On doit d'abord l'écouter et l'intégrer dans la réflexion sur la politique des génériques et les systèmes de remboursement.

Rappelons-nous les conditions difficiles dans lesquelles une partie de nos pharmaciens exercent, (répartition géographique des officines, problèmes de financement ...). Parler actuellement d'une solution du prix du médicament et la limiter à la réduction de la marge du pharmacien induirait l'étouffement de ce métier. Cette issue proposée ne pourrait émaner que d'une méconnaissance de la réalité de cette profession car plus de 18 à 20% de la marge commerciale du pharmacien est absorbée par les frais de gestion courante.

Devant cette réalité, nous nous devons d'être une force de proposition afin d'améliorer la situation critique dont souffrent bon nombre de nos confrères pharmaciens.

- Le prescripteur : il doit être rassuré pour pouvoir prescrire en toute sérénité. Il y va de sa compétence et de la santé de son patient. La qualité de nos produits ne doit pas être seulement annoncée mais avérée, et surtout pour les médicaments qui traversent nos frontières pour être commercialisés dans notre pays.
- Le consommateur : c'est la plaque tournante de tout ce débat, car tout se fait pour lui, et revient en fin de compte à lui,. Son comportement cautionne en grande mesure la réussite de l'AMO. Nous pouvons craindre de sa part une consommation abusive du médicament, qui entraînerait un gaspillage des fonds publics de la santé, et risquerait en conséquence de mettre en péril tout le système. Il est impératif donc de le sensibiliser au principe même de la solidarité qui est à la base des mutuelles. Il faut bannir la logique : "je cotise à tant, je dois récupérer autant sinon plus".

Par ailleurs, en s'imprégnant de l'expérience d'autres pays avec un système de couverture de maladie plus ancien, le consommateur pourrait manifester un autre abus, celui de l'absentéisme, comme cela s'est passé sous d'autres cieux.

Car l'accès facile au soin, encourage le consommateur à consulter et à s'absenter au moindre mal; et comme vous le savez, chaque jour non travaillé a un coût pour l'employeur en particulier et le sigma de ces jours d'absence coûte une fortune pour l'économie du pays.

 Les systèmes de remboursement : il faudra donner à l'AMO toutes les chances de réussite.
 Pour cela, l'ANAM a mis et continuera à mettre en place les gardes-fous nécessaires pour contrer toutes dérives éventuelles menaçant cet acquis social évident.

Nous pouvons avancer en conclusion que ce n'est pas uniquement le prix du médicament qui est déterminant pour la réussite de la politique du générique, mais qu'il y a aussi d'autres facteurs à ne pas négliger.

La solution à cette équation réside à mon avis dans une réflexion ébauchée d'abord par l'instauration d'un climat de dialogue. C'est apprendre à s'écouter, à libérer nos esprits des préjugés et à éviter les résolutions hâtives et simplistes. C'est également en fournissant l'effort de concession, qu'on arrive résolument à un consentement qui sauvegarde les intérêts de tout un chacun.

L'Officinal: L'industrie fait de plus en plus d'efforts pour préserver l'environnement qu'en est-il au Maroc?

M. Abdelilah Lahlou: De part ma vocation officino-industrielle, et ma fibre citoyenne, la question environnementale m'a toujours taraudé. C'est une problématique à large spectre, car elle englobe le vécu quotidien de chacun de nous et elle conditionne l'avenir de la vie sur notre terre.

Au Maroc, la question commence à se forger une place majeure dans les milieux universitaires et académiques, comme chez les instances décisionnelles.

Au niveau de l'AMIP, et lors des premières assises de l'industrie pharmaceutique, on a créé une commission chargée du management de l'environnement appelée HES (Hygiène Environnement Sécurité) que j'ai l'honneur de présider. Nous avons déclaré l'année 2007-2008 année de l'environnement; la première action entreprise par notre commission fut de procéder à une opération sondage /audit pour définir les factuels des gisements pharma et pour mettre en place une procédure de traitement des déchets et des effluents pharmaceutiques.

D'ailleurs, notre industrie pharmaceutique est réputée propre et nous voulons la rendre encore plus propre. Dans cette action, nous mettrons tous les moyens nécessaires, et nous serons aidés dans cela par des organismes tant nationaux qu'internationaux. Les résultats ne vont pas tarder à venir, et les acquis seront communiqués durant les deuxièmes assises de l'industrie pharmaceutique.

L'Officinal: Nous connaissons votre grand engagement dans la vie associative, pouvezvous nous en parler?

M. Abdelilah Lahlou: A côté de mon activité au sein de l'AMIP, l'univers caritatif reste le milieu qui me soulage de la pression du quotidien. La vie associative se base déjà sur la notion d' "abnégation": des personnes de différentes sphères professionnelles se rencontrent juste pour partager le même souci, celui de contribuer à aider l'autre. Il est très apaisant de se retrouver dans cette mouvance et cela donne espoir en l'avenir de notre collectivité.

Fidèle à cette démarche, j'adhère à un groupe de réflexion sur la question sociale. Nous avons réalisé un plan d'action qui pourrait constituer une participation effective du corps pharmaceutique dans notre chère Initiative Nationale de Développement Humain (INDH). Et c'est là l'occasion pour moi, d'appeler à toute volonté ou à toute initiative motivée à synchroniser son potentiel avec celui des autres et concrétiser ce projet : je me tiens à la disposition de tout organisme ou personne souhaitant en savoir plus, voire y adhérer. C'est là une affaire noble, que personne ne dénierait et tout un chacun souhaiterait y participer, du moins je le pense.

A côté de ce groupe de réflexion auquel j'adhère, je suis actuellement, administrateur à l'Association du Progrès des Dirigeants (APD), association présidée par Monsieur Saâd KETTANI. Notre action a pour objectif de créer un espace de rencontres pour les entrepreneurs marocains où, il y a échange d'expériences et de points de vue. Nous organisons des séminaires animés par d'imminents conférenciers tant nationaux qu'internationaux. Ceci permet de rapprocher les managers marocains de leurs homologues européens en général, et espagnols en particulier.

A la fin de ces propos, j'ai fait cet interview avec l'idée d'allumer une étincelle de dialogue sain et ouvert loin de toute démagogie. J'espère avoir réussi dans cette démarche, tout en disant assez pour convaincre et sensibiliser, et pas assez pour déranger.

16 L'Officinal N° 70